



Philippe VINCENT
Secrétaire général

Le maelström
de la crise sociale et
politique que traverse
actuellement notre
pays est passé par là,
le fil du temps
s'est rompu

Et maintenant

Initialement, et pour respecter la chronologie des parutions de Direction, cet édito devait être l'occasion de vous présenter des vœux en ce début 2019 puis de faire le point sur la situation actualisée du syndicalisme des personnels de direction au lendemain des résultats des élections professionnelles du 8 décembre.

D'un mouvement spontané (?), lancé et relayé sur les réseaux sociaux, de mal-être social ressenti dans un contexte de hausses ciblées des taxes et de prélèvements, de choix économiques et fiscaux questionnables, de poussée des prix de certains produits de première nécessité, est née une mobilisation d'abord d'occupation des ronds-points et de blocages des périphéries, puis ensuite de manifestations dont le caractère violent n'a fait que croître d'actes en actes pour atteindre des niveaux de haine et de déchaînement qui font froid dans le dos.

Si le président de la République a fait le choix d'une réponse par le pouvoir d'achat via des annonces coûteuses pour un budget déjà difficile à équilibrer, on peut s'interroger sur la capacité de ces choix à éteindre la contestation, celle-ci ayant pris progressivement des allures de mise en cause du modèle démocratique de représentation électorale pour, au mieux, tenter de promouvoir des formes d'expressions populaires référendaires ou, au pire, et on en est fort malheureusement là à ce jour, viser à renverser le pouvoir élu par des actions insurrectionnelles de toutes sortes.

Outre des soutiens de circonstances apportés par les formations situées aux extrêmes de notre échiquier politique à des fins de surenchères dans leurs attaques contre le gouvernement et la majorité en place, ce mouvement se nourrit tout à la fois de difficultés réelles rencontrées au quotidien par une partie significative de la population française (actifs et retraités confondus) mais aussi et de plus en plus, et c'est là qu'il pose questions aux démocrates réformistes que nous sommes, d'un appel à défier l'état de droit et les lois et institutions de la République au nom de la légitimité « d'un peuple souverain » trop souvent confondu avec des groupuscules occupant la rue par la violence: ne nous y trompons pas, c'est un choix politique volontaire (même si exprimé plus ou moins confusément par les uns mais de façon bien plus explicite par d'autres) de rupture avec les orientations majeures historiquement prises par notre Nation depuis qu'elle est en République qui pourrait, si le péril se précise, appeler à une mobilisation citoyenne en défense de nos valeurs car d'évidence certains sont visiblement prêts à tout pour mettre notre maison commune à bas!

Nous concernant, cette agitation sociale s'est doublée d'une jonction de lycéens à ce mouvement. Même si des mots d'ordre de contestations des réformes, en passe d'être réalisées ou à venir dans les lycées, sont apparus, d'ailleurs de manière tellement amoncelée et hétéroclite qu'ils apparaissent plus comme une toile de décors que comme des revendications étayées et donc crédibles, il faut bien reconnaître que c'est surtout à des dégradations volontaires des biens publics et à des atteintes aux personnes que nous aurons eu à faire et avec un degré de violence jamais atteint. Le mouvement s'est suspendu, comme c'était prévisible, au moment des vacances de fin d'année: renaîtra-t-il en cette reprise de janvier, en écho à l'agitation persistante des gilets jaunes, ou s'éteindra-t-il faute de véritable carburant revendicatif?

À ce stade, il est fort incertain de prévoir les suites possibles à cette mobilisation lycéenne de décembre. Cela ne devra pas nous empêcher de nous questionner sur les formes souvent ultra agressives prises par ce mouvement et sur la capacité existante réelle des lycéens à faire entendre leur voix autrement qu'en mettant le feu à leurs établissements ou qu'en affrontant par pure provocation les forces de l'ordre. Sans doute paie-t-on là le détestable choix qui a été fait, depuis au bas mot quinze ans, de considérer que le blocage des lycées était le préalable ou corollaire obligatoire à tout mouvement lycéen. On voit bien aujourd'hui que si tout blocage ne débouche pas sur la violence, toute violence naît d'un blocage: cet état de faits mérite à tout le moins qu'on y réfléchisse et qu'on tente d'y apporter remède, ne serait-ce que d'un point de vue éducatif de formation de futurs citoyens: voir ci-dessus!

Du coup, il est vrai que le résultat des élections professionnelles de décembre nous concernant est assez vite passé à l'arrière plan. Il faut tout de même rappeler que celui-ci a, une nouvelle fois, confirmé de manière extrêmement majoritaire, et dans un contexte de participation encore très élevée, le leadership que le SNPDEN-UNSA exerce sur le syndicalisme des personnels de direction. Cette prééminence nous oblige à divers titres: si elle marque la confiance

d'ensemble de nos collègues en nos capacités à représenter, promouvoir et défendre notre profession, elle nous fait aussi obligation d'obtenir pour toutes et tous des progrès rapides et conséquents en matière de recrutement, de formation initiale et continue, de conditions d'exercice du métier, d'évaluation, de promotions et de rémunérations.

À cet égard, le courrier du ministre en date du 20 décembre, ouvre, en réponse à nos demandes, un vaste chantier de dialogue social: les perspectives présentées offrent, selon notre analyse, de notables intérêts dans la mesure où elles balayaient large, à court, moyen et long termes. La capacité de notre ministère et de la DGRH à nous fixer un agenda de négociations sur l'ensemble de ces sujets dès janvier sera, n'en doutons pas, un marqueur important de l'engagement, réaffirmé solennellement et directement par le ministre lui-même il y a encore peu de temps, à soutenir et accompagner les personnels de direction confrontés aux difficultés dans l'exercice de leur métier.

Le SNPDEN est un partenaire de confiance qui a, de longue date, fait le choix d'un dialogue raisonnable et constructif avec les différents ministres de l'éducation, mais il sait être aussi un interlocuteur exigeant ainsi qu'il a pu le démontrer par son action rapidement efficace lors de la dernière CAPN consacrée aux promotions (lire par ailleurs l'article à ce sujet de Laurence COLIN)!

Et pour finir, car la chronologie aura fini par me rattraper et que je n'écris ces lignes que le 6 janvier, je vous souhaite à toutes et à tous, et en dépit de tout, une excellente année 2019 et je vous laisse méditer cette belle formule de Pascal reprise par Alain (pardon d'avance à celles et ceux pour lesquels c'est une énième redite...): « Le pessimisme est affaire d'humeur, l'optimisme est affaire de volonté ». On ne saurait mieux dire, et dans le temps, et dans les circonstances! □

D'évidence certains sont visiblement prêts à tout pour mettre notre maison commune à bas

Le mouvement lycéen s'est suspendu: renaîtra-t-il en cette reprise de janvier, en écho à l'agitation persistante des gilets jaunes, ou s'éteindra-t-il faute de véritable carburant revendicatif?

On voit bien aujourd'hui que si tout blocage ne débouche pas sur la violence, toute violence naît d'un blocage: cet état de faits mérite à tout le moins qu'on y réfléchisse